



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 388 du 15 juin 2025

Au sommaire :

- En réponse à la menace de la dictature de Trump, ami de Netanyahou, de la solidarité avec les migrants au soulèvement populaire, « *No kings !* » - Yvan Lemaitre
- Dette, retraites, Sécu, budget 2026... un pillage généralisé, financiarisation de toute la société et marchandisation de la santé - Isabelle Ufferte

En réponse à la menace de la dictature de Trump, ami de Netanyahou, de la solidarité avec les migrants au soulèvement populaire, « *No kings !* »

Cette semaine a vu Trump accélérer brutalement son plan de guerre aux migrants visant plus largement à imposer sa politique aux États, dont la Californie, pour mettre en place un régime policier, faire plier les Démocrates et les juges, terroriser la population, le monde du travail, afin d'établir sa dictature.

Les jours précédents avaient été marqués par la mise en scène médiatique par Trump et Musk de leur rupture, rupture qui, quelle qu'en soit la dimension psychopathique, est l'expression de la décomposition politique et morale de l'oligarchie des milliardaires et des contradictions dont la première puissance mondiale est prisonnière, contradictions sans autre issue que la fuite en avant vers la dictature présidentielle.

Musk ne sera pas resté plus de 133 jours associé à Trump avant de renoncer à diriger le Département de l'efficacité gouvernementale (Doge) en tant qu'« *employé spécial du gouvernement* » qui a mené l'assaut contre les fonctionnaires fédéraux, procédé à des milliers de licenciements et à la fermeture d'une série d'agences gouvernementales. Sa démission lui évitait de passer devant le congrès qui devait ou pas l'accréditer... Après une cérémonie au bureau ovale d'éloges réciproques ridicules, Musk et Trump sont passés à la farce surjouée d'un conflit entre milliardaires réglant publiquement leurs comptes.

Les conflits entre Trump et Musk ainsi qu'au sein de la classe dirigeante convergent avec leurs intérêts personnels revendiqués sans fard. Ils assument un régime corrompu qui a vu Trump accroître sa fortune personnelle de 1,2 milliard de dollars depuis l'élection. Il a annoncé des mesures de rétorsion contre l'empire commercial de Musk, notamment en annulant des contrats fédéraux « *valant des milliards et des milliards* ». Musk et

d'autres milliardaires n'ont-ils pas financé la candidature présidentielle de Trump parce qu'il avait promis de leur permettre de se remplir les poches ?

La corruption au sommet de l'État s'étale sans complexe au sein du gouvernement des milliardaires, expression de la corruption de la classe capitaliste américaine.

Le psychodrame du bureau ovale révèle aussi les contradictions insolubles qui minent le capitalisme et les institutions dites démocratiques de l'État de Wall Street, entre les intérêts de la poignée de milliardaires de la high tech, ceux des multinationales et le coût du maintien de la domination américaine sur le monde, contradictions entre la mondialisation et les intérêts de la première puissance mondiale dont la guerre est la conséquence. L'alliance des USA avec l'État sioniste génocidaire d'Israël qui se renforce encore après l'agression brutale, l'escalade en cours dans la guerre annoncée contre l'Iran, en est la conséquence et le moteur.

Ni Wall Street ni le Congrès n'ont de réponse à ces contradictions que leur politique exacerbe, si ce n'est de se plier à la dictature populiste de Trump devant laquelle le Parti Démocrate est impuissant n'ayant en fait rien à opposer au continuateur zélé de sa politique et de ses méfaits.

De la manière de manier la tronçonneuse, jeu de dupes autour de la dette et du budget

Musk a commencé à exprimer son hostilité envers le « *Big, Beautiful Bill* », le grand, beau budget de Trump, adopté par le Congrès, un budget pour les riches et la guerre. Le milliardaire le plus riche du monde ne s'est bien sûr pas opposé aux réductions d'impôts mais a dénoncé « *ce projet de loi de dépenses* », « *une abomination répugnante* ». Le budget entérine la hausse du déficit et de la dette publique et épargnerait ce qu'il qualifie de « *bureaucra-*

tie parasitaire », ce qui souligne l'échec et l'imposture du libertarien qui rêve d'un capitalisme sans État !

Ce ne sont pas les inégalités croissantes qui dérangent Musk et les classes dominantes, mais l'augmentation du déficit budgétaire et de la dette publique qui atteint le record de 36 000 milliards de dollars.

Alors que l'économie mondiale tourne au ralenti, que seules les puissances capitalistes d'Asie connaissent encore une croissance, l'explosion de la dette indispensable au maintien des profits crée des tensions monétaires exacerbées qui menacent la finance. La force du dollar a jusqu'alors permis aux USA de faire face mais la guerre commerciale qui déchire la planète mine cette suprématie.

La crise des finances publiques est accentuée par la fuite en avant militariste, 1000 milliards de dollars pour la guerre, auxquels Trump veut ajouter 500 milliards pour mettre en place un « dôme d'or » de missiles anti-missiles qui protégera le sol américain contre d'éventuelles attaques en retour de son offensive contre le monde.

Guerre commerciale, conflit d'intérêts entre multinationales et l'État à leur service

Musk a également dénoncé la politique douanière de Trump qui menace à la fois ses propres intérêts commerciaux – Tesla et SpaceX sont fortement dépendants des marchés et des chaînes d'approvisionnement chinois – et les intérêts mondiaux plus larges du capitalisme américain. Il se fait là non seulement le porte-parole de ses propres intérêts mais aussi de ceux de Wall Street dont l'hostilité aux surenchères protectionnistes s'était traduite par les chutes des bourses.

Les liens d'interdépendance économique entre les multi ou transnationales américaines avec l'économie mondiale en particulier chinoise sont au cœur de la contradiction du capitalisme mondialisé et tout particulièrement des USA. Leur politique protectionniste visant à renforcer leur hégémonie se heurte à la financiarisation et à la mondialisation de la production.

La politique de Trump, dans la foulée de Biden et d'Obama, vise à contenir la montée en puissance de la Chine et des Brics pour défendre l'hégémonie américaine dans le monde ce qui signifie le « découplage » – rendre les États-Unis moins liés à la Chine – et la « relocalisation » – reconstruire l'industrie américaine. Cette stratégie passe par la guerre des taxes douanières qui vise à construire un vrai empire dominant des pays vassalisés ou intégrés aux réseaux de production et d'échanges des USA, en fonction des besoins de la high tech, des multinationales du pétrole ou du gaz liquéfié.

La guerre sur les droits de douane est un moyen de pression et de négociation des rapports de force. D'où les volte-faces de Trump qui vient de conclure un accord avec la Chine sur les terres rares, et les négociations continuent...

Cette politique se heurte aux intérêts de Wall Street au sens où elle entretient une grande instabilité dont Musk

a subi les contrecoups par des pertes de dizaines de milliards de dollars. En réalité ce n'est pas Trump qui crée le problème mais le développement même du capitalisme financiarisé mondialisé. La politique de Trump exacerbe les tensions y compris au sein de la classe dominante parce qu'en réalité c'est sa domination qui est contestée par le développement même du capitalisme, une faillite qui ne peut être surmontée par le système lui-même.

Déploiement militaire et offensive fasciste contre les migrants, les étrangers et la classe ouvrière

Après les attaques contre les universités en particulier Harvard à laquelle Trump a interdit d'accueillir des étudiants étrangers, après l'interdiction de l'entrée sur le sol américain aux ressortissants de 12 pays parmi les plus pauvres de la planète, l'offensive pour « *protéger le peuple américain contre l'invasion* » a connu une brutale accélération le 7 juin avec le déploiement de la Garde nationale à Los Angeles contre les manifestations de solidarité avec les migrants.

Tout est parti d'une descente de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), Agence fédérale chargée de l'immigration et des douanes, c'est-à-dire la police fédérale de l'immigration, à proximité d'un magasin de bricolage où les travailleurs journaliers attendent habituellement d'être recrutés. Les affrontements ont commencé après que des habitants se sont interposés pour empêcher la rafle.

Au cours des journées qui ont suivi, des milliers de manifestants ont lancé des projectiles sur la police, bloqué l'autoroute, incendié des voitures en banlieue de Los Angeles et au centre-ville.

Le samedi 7 juin au soir, Trump a donné l'ordre de déployer 2000 soldats de la Garde nationale de Californie dans la ville malgré l'opposition du gouverneur, Gavin Newsom, puis 2000 supplémentaires et 700 militaires des Marines.

Un juge fédéral a déclaré, jeudi, cette décision illégale et ordonné que le contrôle de la Garde nationale de Californie soit rendu au gouverneur de Californie. Trump a fait appel et passe outre.

« *Cette anarchie ne se poursuivra pas. Nous ne permettrons pas que des agents fédéraux soient attaqués et ne laisserons pas une ville américaine être envahie et conquise par des ennemis étrangers* », a-t-il lancé mardi lors d'un discours sur la base militaire de Fort Bragg, en Caroline du Nord, à l'occasion du 250^{ème} anniversaire de l'armée américaine.

Le 10 juin, le gouverneur républicain du Texas a annoncé son intention de déployer la garde nationale, puis, le 12, Spokane, ville de l'Etat de Washington, a décrété le couvre-feu. New York, St Louis, Indianapolis, Raleigh, Denver, Chicago..., la mobilisation contre les expulsions massives d'étrangers essaime. Samedi, des manifestations - « No kings », « Pas de roi ! » - ont eu lieu dans plus de 2000 villes, véritable déferlement populaire de plusieurs millions de personnes.

Seul rempart contre une dictature populiste de Trump, le soulèvement du prolétariat

« *Ce que nous voyons n'a pas trait à l'application de la loi – il s'agit d'autoritarisme. La Californie est peut-être la première. Mais ce ne sera pas la dernière. D'autres Etats suivront. La démocratie est la prochaine cible.* » a affirmé le gouverneur démocrate de Californie que Trump menaçait de mettre en prison. Sa position, qui ne conteste pas le fond de la politique de Trump, pas plus que celle de la maire de Los Angeles qui a décrété le couvre-feu dans le centre de la ville contre « *les émeutes* », tranche cependant avec la passivité des Démocrates.

Le déploiement de la Garde nationale à Los Angeles le 7 juin est effectivement une étape. Elle a été couronnée, sept jours plus tard, ce 14 juin, par une parade militaire à Washington DC pour le 250^{ème} anniversaire de l'armée, par ailleurs jour du 79^{ème} anniversaire de Trump. Ce dernier en rêvait, un défilé militaire à sa gloire, lui qui répète avoir rendu sa fierté à « *la plus puissante armée que le monde ait jamais connue* ».

Cette marche à la Mussolini vers une dictature populiste n'est pas le produit de la seule paranoïa d'un milliardaire aux ambitions sans limite, elle est le produit de la crise économique, sociale et politique de la première puissance capitaliste mondiale confrontée à son déclin. La guerre économique et commerciale, la guerre militaire nourrissent les ambitions de Trump comme celles de l'extrême droite européenne que Le Pen avait invitée en France le week-end dernier. Leur haine, leurs préjugés, leur violence sont la manifestation de leur faiblesse, ils sont les fruits pourris d'un système en déroute condamné, incarnation de sa faillite.

Ils sèment la révolte et la pleutrierie des démocrates est bien impuissante à s'opposer à la vague qui traverse les USA unissant, par en bas, les travailleurs de toutes les nationalités, de toutes les origines et couleurs de peau.

Les révoltés de Californie et des USA, avant-garde de la lutte contre l'internationale réactionnaire

Au cours des quatre mois et demi de l'administration Trump, la colère populaire n'a cessé de monter face à l'assaut de l'État contre les campus, où des étudiants ont été arrêtés et persécutés pour s'être opposés au génocide à Gaza. Le coup de force de Trump à Los Angeles provoque des manifestations dans tout le pays et une colère généralisée parmi des dizaines de millions de travailleurs.

L'opposition monte dans tout le pays qui ne se laissera pas intimider et subjugué par une clique dirigeante de milliardaires avides et fous de pouvoir.

Les mobilisations en cours ne peuvent compter sur les Démocrates tétanisés, hostiles à l'immigration et aux révoltes, y compris leur gauche. Bernie Sanders s'est désolidarisé des révoltes qui feraient le jeu de Trump ! L'appareil syndical de l'AFL-CIO, étroitement lié à l'État et aux deux partis de la classe dirigeante, reste paralysé.

La fuite en avant de Trump obsédé par le souci de subjuguer l'opinion y compris dans son propre camp, y compris au sein de l'establishment tant politique que financier, accélère en retour la conjonction des conflits contre lui. Les divisions au sein de la classe dirigeante mise en scène par Trump-Musk rendent publique leur impuissance devant leur propre crise. Elles démontrent leur affaiblissement et la nécessité d'une intervention indépendante de la classe ouvrière, sur la base de ses propres intérêts et de ses propres perspectives, la défense des droits démocratiques devenus incompatibles avec la dictature du capital.

C'est le système même du bipartisme garant de la stabilité du pays qui est en voie d'exploser alors que les conditions de vie se dégradent et que les droits démocratiques élémentaires sont remis en cause, que la régression économique s'accroît. Se créent ainsi les conditions d'un mouvement de révolte de classe, par en bas, en toute indépendance des appareils institutionnels, qu'exige la riposte à l'offensive de Trump, seul capable de le balayer en puisant ses forces et sa direction dans une longue et riche tradition de lutte et d'affrontement contre l'État du prolétariat américain.

Yvan Lemaitre

Dettes, retraites, Sécu, budget 2026... un pillage généralisé, financiarisation de toute la société et marchandisation de la santé

« *Dettes de la France : une mise sous tutelle du FMI n'est plus exclue* » titrait en début de semaine *La Tribune*. « *Face à l'ampleur de notre endettement, Éric Lombard, le ministre de l'Économie, tire la sonnette d'alarme. Notre pays perd en souveraineté, en indépendance, et pourrait se retrouver sous la menace d'une mise sous tutelle des créanciers et du FMI* », ce dernier appelant à des « *décisions difficiles* ».

« *Nous ne pouvons plus continuer à marcher en somnambules vers le mur de la dette* » faisait écho mercredi le directeur de la Banque de France... « *Nos enfants et pe-*

tits-enfants doivent déjà faire face à un monde plus dur et à la menace climatique. Ne leur laissons pas en plus une facture financière insupportable » (!) Tout est dans le « *nous* »...

Quelques jours plus tôt, Moscovici, ex ministre socialiste et président de la Cour des comptes, expliquait : « *En deux ans, le déficit de la Sécu sera multiplié par deux. Il faut que chacun se rende compte de la gravité de la situation [...]* Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à jouer avec notre déficit et notre dette. Ceux qui pensent que les problèmes de liquidité, de solvabilité, les problèmes de

crédibilité, sont des problèmes théoriques se trompent ». Rien de théorique c'est sûr ! Mais une spoliation très concrète et matérielle, qui s'accroît depuis des décennies, par les intérêts privés qui dominent la Sécu, le système de santé, et l'ensemble de la chose publique.

Quant à Macron, il est monté au créneau à plusieurs reprises mardi sur TF1 contre le projet de taxe Zucman, du nom de l'économiste à son origine, qui visait à instaurer un impôt plancher de... 2 % sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros : « *Est-ce que vous pensez que si la France toute seule met une taxe sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros, les gens vont gentiment rester pour être taxés ?* » Sans rire !

La dette, outil de dépossession

La dette publique a augmenté de près de 203 milliards d'euros en 2024. Elle représente 113 % du PIB. La charge annuelle des intérêts prélevés par les créanciers (banques, fonds de toute espèce...) atteindra cette année 67 milliards. Elle a plus que doublé en cinq ans et le ministre de l'Economie l'annonce à 100 milliards en 2030, devenant ainsi le premier poste du budget de l'Etat ! Une manne bénie pour la finance, qu'elle capte directement dans les caisses publiques, au nom de laquelle le gouvernement vient d'annoncer 40 milliards d'économies supplémentaires à réaliser dans le budget 2026.

La presse aux ordres se fait le relai de la propagande des classes dominantes : « *chacun* » devrait « *faire un effort* » pour réduire cette dette « *insoutenable* » dont « *nous* » serions responsables et coupables... La campagne est rodée à défaut d'être originale, et s'intensifie contre les retraité-es, les jeunes, les travailleur-ses, les « *profiteurs* » !

Les véritables assistés et leurs compères, eux, nous expliquent qu'ils œuvrent pour la France, l'avenir. Ils ont donné de la voix jeudi dernier au Sénat repoussant le projet de loi Zucman. Il y a peu, Attac pointait qu'entre 2018 et 2023, 207 milliards d'euros de cadeaux fiscaux ont été accordés aux grandes entreprises et aux ménages les plus aisés. Et Médiapart rappelle que « *le taux d'impôt des 0,01 % les plus riches tend vers zéro [...] les grandes fortunes logent leurs revenus dans des sociétés holdings qui échappent à l'impôt* ».

Une bonne partie de ces milliards accaparés par les multinationales ruisselle vers leurs actionnaires. En 2024, ceux du CAC 40 se sont à eux seuls partagé près de 100 milliards d'euros. Soit + 40 % en trois ans. Dans le même temps, le pouvoir d'achat des salarié-es a lui diminué de 4 % d'après les calculs de la CGT.

Quant aux ministres du gouvernement Bayrou, sélectionnés dans le sérail, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique vient de publier leurs déclarations de patrimoine. 2,6 millions d'euros en moyenne pour la seule partie déclarée. La palme revient à Ferracci, ministre de l'Industrie et de l'Energie, 23 millions, suivi par Lombard, ministre de l'Economie, 21 millions.

Les riches et leurs valets redoublent de cynisme pour tenter de masquer la réalité des rapports de classe, la logique mortifère de leur société de prédation où toute activité humaine est soumise au marché, à la loi du profit, à la finance. Leur parasitisme accélère aujourd'hui le démantèlement de ce qu'il reste de Sécu, des retraites, des services publics.

Le gouvernement prépare l'opinion et l'offensive, les appareils syndicaux le consensus

L'ensemble du personnel de la bourgeoisie se relaie pour tenter de préparer l'opinion à coups de discours alarmistes et de préjugés anti-fonctionnaires, anti-retraités, anti-jeunes... au nom de l'avenir de « *notre pays* ». « *L'idée n'est pas d'augmenter les impôts [...] C'est un problème de dépenses publiques* » a répété Lombard. Tous les ministères, sauf celui des Armées, sont sommés de préparer des coupes pour le budget qui sera présenté dans un mois. Un gigantesque « brainstorming » pour faire les poches des classes populaires, sabrer dans la dépense publique et la protection sociale.

Non-remplacement des départs à la retraite dans la Fonction publique, suppression d'un tiers des agences de l'Etat, qui conduiraient à 200 000 suppressions de postes, gel des salaires, possible allongement du délai de carence en cas de maladie, hausse des impôts des retraités, remise en cause du financement des collectivités locales... rien ne doit être tabou nous explique-t-on. Et surtout pas la Sécu et les retraites !

Le COR (Conseil d'orientation des retraites, organisme paritaire) a présenté jeudi son rapport, confirmant la perspective d'un recul de l'âge de départ à 66,5 ans que son directeur macroniste avait fait fuiter quelques jours plus tôt, provoquant la réaction indignée des syndicats. Solidaires dénonçait la volonté du directeur du COR de « *susciter un sentiment de panique par l'affirmation de déficits réels ou supposés, certains parfaitement fantaisistes puisque prévus en 2070, c'est-à-dire dans 45 ans (!) pour imposer de nouvelles régressions [...]* ». Sophie Binet, pour la CGT, expliquait qu'elle espérait « *faire évoluer le rapport du COR* »... C'est semble-t-il raté. La CGT a finalement exprimé « *une réserve* » sur le texte (!) et son représentant a dénoncé : « *le message du rapport est clairement qu'il faut reculer l'âge de la retraite [...] Les règles de consensus qui prévalaient au sein du COR sont sérieusement écornées* ». Sans blague ?

Quant à la farce du conclave qui se termine dans quelques jours, le Medef a sifflé la fin de la partie, réaffirmant sans surprise qu'il ne transigerait pas sur les 64 ans, appelant pour la suite à « *s'inspirer de ce qui se passe chez nos voisins européens* »... et la CFDT n'en fait plus une condition. La « grande victoire » du vote le 5 juin de l'abrogation de la réforme a fait long feu.

Le gouvernement entend désormais associer les syndicats à la remise en cause de l'assurance maladie, les appelant à un « *travail partagé* ».

Déficit de l'Assurance maladie, financiarisation de la santé, une prédation généralisée

Le rapport alarmiste de la Cour des comptes pointant un déficit « hors de contrôle », un « système à la dérive », appelle à des « mesures vigoureuses de redressement ».

Les chiffres visent à assommer : le déficit de la Sécu s'élève en 2024 à 15,3 milliards dont 13,8 pour la branche maladie. Bien peu comparé aux exonérations en tous genres dont bénéficient les entreprises... et nettement moins que les 18,2 milliards que prévoyait la loi de financement de la Sécurité sociale adoptée en début d'année ! Mais peu importe à tous les zéloteurs qui entonnent le refrain d'une nécessaire remise en cause de la prise en charge des assurés sociaux et de nouvelles ponctions dans les poches des classes populaires ! Le « trou abyssal de la Sécu » est la base de la propagande qui, depuis des décennies, légitime la casse du système de protection sociale et du système de santé, leur soumission aux intérêts privés, et qui sert aujourd'hui de justification à la financiarisation de la santé.

Toutes les pistes sont ouvertes pour le prétendu « redressement » : baisse des allocations, déremboursements, remise en cause de la prise en charge des « affections longues durée » déjà très encadrées qui ouvrent droit à un remboursement à 100 % par la Sécu, augmentation de la part des assurances privées, hausse de la CSG, désindexation des retraites par rapport à l'inflation...

Les syndicats ont été invités par Macron à « discuter du financement », et il est évidemment exclu de ponctionner les profits et d'augmenter les cotisations patronales. Alors que la TVA représente déjà plus de 20 % des recettes de la Sécu, l'instauration d'une « TVA sociale » est revenue sur la table... Impôt tellement « social » que la Cour des comptes elle-même a calculé que la TVA représente 12,5% du budget des 10 % les plus pauvres contre 4,7% de celui des 10 % les plus riches !

Comme l'Assurance maladie, les hôpitaux publics croulent sous la dette et paient un lourd tribut aux banques. Leur déficit a atteint 2,4 milliards d'euros en 2023, un record. Le système de santé, exsangue après 40 ans d'offensives libérales et de réformes le bradant aux intérêts privés, est devenu un immense terrain de jeux pour la finance.

Tous les secteurs sont concernés, des hôpitaux publics aux cliniques privées en passant par les Ehpad, les groupes de biologie médicale, les centres de radiologie, d'odontologie, d'optique... Un vaste et profond mouvement de restructurations-privatisations-concentration est en cours sur fond de fermetures de services, de disparition d'hôpitaux, de récupération par le privé des activités les plus rentables, d'absorption et concentration des établissements privés dans des groupes dominés par les fonds spéculatifs et les banques... auprès desquels tous les établissements sont lourdement endettés.

Le Crédit Agricole, banque « mutualiste » et « coopérative » a ainsi créé il y a deux ans une filiale « Santé & Territoires » pour pénétrer le marché du soin et de la

dépendance. « Il y a 7 millions de Français sans médecin traitant et 30 % des Français qui vivent dans des déserts médicaux » détaille son Directeur qui pointe les opportunités. « Nous sommes déjà opérateurs de services à travers 15 centres de santé, et 40 maisons de santé qui délivrent environ un million de consultations. Nous détenons également 70 maisons de colocation senior... ». La banque est en train de racheter le réseau d'aide à domicile Petit-fils, « premier acteur du service aux seniors en France », au groupe Clariane (ex-Korian).

Les opportunités sont d'autant plus nombreuses que, comme Clariane, nombre de groupes lucratifs de santé et d'Ehpad, cherchent à céder des parts de leurs actifs pour faire face à des déficits et une dette croissante.

Ni consensus, ni arrangement !

La logique en cours est implacable, il ne peut y avoir d'autre évolution du système de santé, de protection sociale, de retraite sans une remise en cause de la domination des intérêts privés, sans la prise en main par les travailleur-ses et les usager-es du système de santé et de protection sociale et au-delà leur contrôle des richesses et du fonctionnement de la société.

« Laissons jouer le dialogue social en cours, il fonctionne souvent bien » expliquait il y a quelques jours le patron de la Banque de France au journal *Les Echos*. Oui, il fonctionne pour soumettre les appareils syndicaux en espérant, à travers eux, désarmer idéologiquement et politiquement les travailleurs.

Mais l'affrontement est inévitable, les classes dominantes l'ont engagé, et le « dialogue » est passablement émoussé !

Les grèves qui éclatent régulièrement dans la Santé, les Ehpad, les services d'urgence débordés, témoignent du prix payé par les salarié-es et les usager-es, de la dégradation des conditions de travail et de soins dans tous les établissements, du public comme du privé. Pour tenter de pallier leurs déficits, les établissements tentent de réduire le recours à l'intérim, font davantage appel à des personnels moins qualifiés, augmentent la sous-traitance... Les démissions, les arrêts-maladie pour burn-out ou autre n'ont jamais été aussi nombreux aggravant le manque de personnel, détériorant encore plus les conditions de travail, un cercle vicieux. Ceux qui parmi les établissements cherchent à embaucher n'y parviennent pas, et quasiment tous les corps de métier sont concernés, des aides-soignantes aux médecins. La question centrale est évidemment celle des salaires, mais elle est loin d'être la seule. Les professionnels n'acceptent plus les conditions dans lesquelles on leur impose de travailler, les cadences, les pressions, la maltraitance institutionnelle à l'égard des résidents dans les Ehpad, des usagers de la santé, pas plus que celle à l'égard des travailleur-ses eux-mêmes.

Personne ne peut croire au prétendu « retour » aux mythiques « jours heureux » de la Sécu que nous vante encore une fraction de la gauche syndicale et parlementaire, un « consensus » XXL en quelque sorte dont il suffirait d'aller convaincre dans les salons institutionnels. Folie que de

croire que l'histoire et la lutte de classe pourraient marcher à reculons ! Non seulement « *les jours heureux* » étaient une tromperie pour gagner la paix sociale après la guerre, mais laisser croire que le capital et son Etat pourraient reculer grâce au dialogue dans l'offensive pour sauver leurs profits et leur système est un mensonge

complice. La défense de la santé, des retraites, de la sécu, des services publics et de nos droits pose la question du fonctionnement de la société, elle nécessite de contester la domination d'une infime minorité dont l'avidité conduit à la ruine de toute la société.

Isabelle Ufferte